

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 14/048 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE A SIGNER ET A EXECUTER DEUX ACCORDS-CADRES POUR LES PRESTATIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE CONCERNANT LES BATIMENTS PROPRIETE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

SEANCE DU 25 AVRIL 2014

L'An deux mille quatorze et le vingt-cinq avril, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ANGELINI Jean-Christophe, BARTOLI Marie-France, BASTELICA Etienne, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, CASALTA Laetitia, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, DONSIMONI-CALENDINI Simone, FEDERICI Balthazar, FEDI Marie-Jeanne, FERRI-PISANI Rosy, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, POLI Jean-Marie, RISTERUCCI Josette, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme BIANCARELLI Viviane à Mme RISTERUCCI Josette
M. CASTELLI Yannick à M. FEDERICI Balthazar
M. CHAUBON Pierre à Mme BARTOLI Marie-France
Mme HOUEMER Marie-Paule à Mme CASTELLANI Pascaline
M. MOSCONI François à Mme CASALTA Laetitia
M. NICOLAI Marc-Antoine à Mme NIELLINI Annonciade
M. ORSUCCI Jean-Charles à Mme VALENTINI Marie-Hélène
M. de ROCCA SERRA Camille à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette

ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.

BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, COLONNA Christine, FRANCESCHI Valérie, FRANCISCI Marcel, GRIMALDI Stéphanie, LACAVE Mattea, MARTELLI Benoîte, NATALI Anne-Marie, PANUNZI Jean-Jacques, RUGGERI Nathalie, SANTINI Ange, SINDALI Antoine, SUZZONI Etienne, TATTI François.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IV^{ème} partie,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

SUR rapport de la Commission des Finances, de la Planification, des Affaires Européennes et de la Coopération,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

HABILITE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer et à exécuter les accords-cadres pour les prestations de Contrôle Technique et de Coordination Sécurité et Protection de la Santé concernant les bâtiments propriété de la CTC, pour une durée de 4 ans, avec les groupements suivants :

Lot n° 1 : contrôle technique région Corse : APAVE, SOCOTEC et VERITAS

Lot n° 2 : coordination SPS Corse-du-Sud : VERITAS, QUALICONSULT et SOCOTEC

Lot n° 3 : coordination SPS Haute-Corse : VERITAS, QUALICONSULT et groupement C2S Ingénierie / Bureau S. FLORI

ARTICLE 2 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 25 avril 2014

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI

ANNEXE

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Objet : Habilitation du Président du Conseil Exécutif de Corse à signer et à exécuter trois accords-cadres pour les prestations de Contrôle Technique et de Coordination Sécurité et Protection de la Santé concernant les bâtiments propriété de la CTC

1. Définition du besoin

La CTC réalise une moyenne d'investissement de 10 à 12 M€ annuel pour des opérations courantes de construction et de rénovation de son patrimoine bâti : 45 EPLE et de nombreux bâtiments administratifs sont concernés. La quasi-totalité des opérations requiert la passation de contrôle technique et de coordination SPS.

Dans les années à venir, en particulier avec la mise en œuvre du Programme Pluriannuel d'Investissements dans les EPLE, le montant des investissements devrait être sensiblement accru.

2. Stratégie de consultation et forme des titulaires

Afin d'accroître la réactivité dans la mise en œuvre des opérations, et compte tenu des délais de passation actuels des marchés, le recours à une procédure d'accord-cadre a été envisagée.

L'utilisation de cette procédure est adaptée aux prestations considérées. A l'issue de la procédure de consultation initiale qui retiendra plusieurs attributaires (3 maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres), la passation des marchés subséquents sera réalisée sur la base de l'avant-projet sommaire établi pour chaque opération, que les titulaires devront analyser et intégrer sur le plan technique et économique dans leur réponse.

Le marché sera conclu avec des opérateurs économiques disposant des compétences et des qualifications requises pour l'exercice des missions visées par le présent accord-cadre.

Concernant en particulier le Coordonateur SPS, il devra disposer de la compétence pour des opérations de première catégorie.

3. Allotissement, durée et montant des accords-cadres

En raison de la nature différente des prestations et de la répartition géographique du patrimoine concerné, il est opportun d'allotir l'accord-cadre envisagé :

- ✓ compte-tenu de l'implantation régionale des prestataires ce contrôle technique, nous avons défini 1 seul lot pour la région.
- ✓ par contre, concernant les coordonnateurs SPS, nous avons défini 2 lots géographiques, correspondant aux deux départements, afin de permettre une

meilleure ouverture à la concurrence, et garantir un meilleur accès à la commande publique aux prestataires.

La durée de l'accord-cadre est plafonnée à 4 ans : le principe d'une durée initiale de un an renouvelable par tacite reconduction a été retenu.

Compte tenu de la difficulté d'établir une programmation précise annuelle sur la période considérée, il n'a pas été fixé de montant minimum, ni de montant maximum par lot.

4. Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres (procédure européenne). L'accord-cadre sera multi attributaire, avec un nombre maximal de titulaires retenus égal à 3 pour chacun des lots.

5. Critères de sélection des candidatures et de jugement des offres

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont :

1. Capacités professionnelles,
2. Capacités techniques,
3. Capacités financières.

Les critères de jugements pour la passation de l'accord-cadre seront :

1. valeur technique : 60 %

Le critère valeur technique sera apprécié sur la base des sous-critères pondérés suivants :

- sous critère 1 : 30 % : qualité du dossier-type remis
- sous critère 2 : 20 % : pertinence de la décomposition du prix global et forfaitaire de l'opération-type
- sous critère 3 : 10 % : méthodologie proposée pour la prise en compte des spécificités d'une opération

2. prix : 40 % (jugé sur un DQE des taux maximum de rémunération par tranche financière d'opération)

Pour information, les critères d'attribution des marchés subséquents seront pondérés de la manière suivante :

1. Prix : 50 % ;
2. Compréhension du dossier et prise en compte des spécificités de l'opération : 30 % ;
3. Compétences de l'intervenant spécifiquement attachée au marché subséquent : 20 %.

6. Ouverture des plis

Les plis ont été ouverts lors de la Commission d'Appel d'Offres du 28 novembre 2013.

Les montants portés au DQE des taux maximum étaient :

Pour le lot n° 1 : contrôle technique région Corse :

| N° Ordre | Candidat | Montant HT |
|----------|------------|------------|
| 2 | SOCOTEC | 85 200 € |
| 3 | APAVE | 80 085 € |
| 6 | VERITAS | 47 790 € |
| | Estimation | 154 500 € |

Pour le lot n° 2 : coordination SPS Corse-du-Sud :

| N° Ordre | Candidat | Montant HT |
|----------|-----------------------|------------|
| 2 | SOCOTEC | 31 700 € |
| 3 | APAVE | 46 800 € |
| 4 | QUALICONSULT Sécurité | 32 600 € |
| 5 | CGR / Luc BORDIN | 69 500 € |
| 6 | VERITAS | 33 580 € |
| | Estimation | 129 000 € |

Pour le lot n° 3 : coordination SPS Haute-Corse :

| N° Ordre | Candidat | Montant HT |
|----------|---------------------------|------------|
| 1 | C2S Ingénierie / S. FLORI | 46 500 € |
| 2 | SOCOTEC | 31 700 € |
| 3 | APAVE | 46 800 € |
| 4 | QUALICONSULT Sécurité | 32 600 € |
| 5 | CGR / Luc BORDIN | 69 500 € |
| 6 | VERITAS | 33 580 € |
| | Estimation | 129 000 € |

7. Régularité des offres et vérification des montants

La vérification des offres n'a pas mis en évidence d'irrégularités.

8. Sélection des candidatures

La sélection des candidatures se fait sur la base rappelée au paragraphe 5 ci-avant.

L'ensemble des candidats présente les compétences exigées.

9. Jugement et classement des offres

Le jugement des offres se fait sur la base des critères rappelés au paragraphe 5 ci-avant.

Lot n° 1 : contrôle technique région Corse :

| | | SOCOTEC | APAVE | VERITAS |
|--|------------------|--------------|--------------|--------------|
| Qualité du dossier type remis | 30,0 | 15,0 | 27,0 | 15,0 |
| Pertinence de la décomposition du prix global et forfaitaire de l'opération-type | 20,0 | 16,4 | 18,0 | 0,0 |
| Méthodologie proposée pour la prise en compte des spécificités d'une opération | 10,0 | 7,0 | 7,0 | 8,0 |
| | 60,0 | 38,4 | 52,0 | 23,0 |
| | Note VT | 14,8 | 20,0 | 8,8 |
| Montant HT | | 85 200 | 80 085 | 47 790 |
| | Note Prix | 11,2 | 11,9 | 20,0 |
| | VT | 8,9 | 12,0 | 5,3 |
| | Prix | 4,5 | 4,8 | 8,0 |
| Note Finale Pondérée | | 13,34 | 16,77 | 13,31 |

| Classement Lot 1 | 2 | 1 | 3 |
|------------------|---|---|---|
|------------------|---|---|---|

Lot n° 2 : coordination SPS Corse-du-Sud :

| | | SOCOTEC | APAVE | QUALICONSULT | CGR-BORDIN | VERITAS |
|--|------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| Qualité du dossier type remis | 30,0 | 18,0 | 28,0 | 28,0 | 0,0 | 28,0 |
| Pertinence de la décomposition du prix global et forfaitaire de l'opération-type | 20,0 | 11,4 | 11,4 | 13,9 | 19,0 | 12,3 |
| Méthodologie proposée pour la prise en compte des spécificités d'une opération | 10,0 | 8,0 | 8,0 | 3,0 | 5,0 | 10,0 |
| | 60,0 | 37,4 | 47,4 | 44,9 | 24,0 | 50,3 |
| | Note VT | 14,9 | 18,8 | 17,9 | 9,5 | 20,0 |
| Montant HT | | 31 700 | 46 800 | 32 600 | 69 500 | 33 580 |
| | Note Prix | 20,0 | 13,5 | 19,4 | 9,1 | 18,9 |
| | VT | 8,9 | 11,3 | 10,7 | 5,7 | 12,0 |
| | Prix | 8,0 | 5,4 | 7,8 | 3,6 | 7,6 |
| Note Finale Pondérée | | 16,92 | 16,72 | 18,49 | 9,37 | 19,55 |

| Classement Lot 2 | 3 | 4 | 2 | 5 | 1 |
|------------------|---|---|---|---|---|
|------------------|---|---|---|---|---|

Lot n° 3 : coordination SPS Haute-Corse :

| | | C2S-FLORI | SOCOTEC | APAVE | QUALICONSULT | CGR-BORDIN | VERITAS |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Qualité du dossier type remis | 30,0 | 28,0 | 18,0 | 28,0 | 28,0 | 0,0 | 28,0 |
| Pertinence de la décomposition du prix global et forfaitaire de l'opération-type | 20,0 | 13,3 | 11,4 | 11,4 | 13,9 | 19,0 | 12,3 |
| Méthodologie proposée pour la prise en compte des spécificités d'une opération | 10,0 | 10,0 | 8,0 | 8,0 | 3,0 | 5,0 | 10,0 |
| | 60,0 | 51,3 | 37,4 | 47,4 | 44,9 | 24,0 | 50,3 |
| | Note VT | 20,0 | 14,6 | 18,5 | 17,5 | 9,4 | 19,6 |
| Montant HT | | 46 500 | 31 700 | 46 800 | 32 600 | 69 500 | 33 580 |
| | Note Prix | 13,6 | 20,0 | 13,5 | 19,4 | 9,1 | 18,9 |
| | VT | 12,0 | 8,7 | 11,1 | 10,5 | 5,6 | 11,8 |
| | Prix | 5,5 | 8,0 | 5,4 | 7,8 | 3,6 | 7,6 |
| Note Finale Pondérée | | 17,45 | 16,74 | 16,50 | 18,28 | 9,26 | 19,32 |
| Classement Lot 3 | | 3 | 4 | 5 | 2 | 6 | 1 |

10. Conclusion

A l'issue de l'analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer les accords-cadres pour les prestations de contrôle technique et de coordination SPS concernant les bâtiments propriété de la CTC, pour une durée maximum de 4 ans, aux groupements suivants :

Lot n° 1 : contrôle technique région Corse : APAVE, SOCOTEC et VERITAS

Lot n° 2 : coordination SPS Corse-du-Sud : VERITAS, QUALICONSULT et SOCOTEC

Lot n° 3 : coordination SPS Haute-Corse : VERITAS, QUALICONSULT et groupement C2S Ingénierie / Bureau S. FLORI

En application de l'article L. 4424.4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que l'Assemblée délibérante autorise le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer et à exécuter les deux accords-cadres relatifs aux prestations de contrôle technique et de coordination SPS concernant les bâtiments propriété de la CTC.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer.